

Questions orales

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, les agriculteurs ont déjà certains renseignements, mais les renseignements cruciaux qui leur manquent concernent une aide d'urgence. Ils veulent savoir ce que le gouvernement leur accordera. Au cas où le ministre l'ignore, ils ont déjà organisé beaucoup de protestations et de manifestations pour tenter de lui faire comprendre à quel point la situation est grave. En fait, demain, il y aura une grande manifestation à Brandon, au Manitoba.

Je demande encore une fois au ministre de prendre la chose au sérieux et de nous dire tout de suite quelle aide il accordera aux agriculteurs canadiens.

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Je me permets de venir en aide au député. S'il assiste à la manifestation à Brandon demain, il sera en avance d'une journée. Elle a lieu vendredi. Nous espérons certes qu'il sera au rendez-vous.

Je peux informer le député que le gouvernement du Canada, avec la collaboration de ses partenaires, soit les provinces et les producteurs, versera quelque 300 millions de dollars de plus dans le Compte de stabilisation du revenu net d'ici à la fin de l'année. Le premier paiement provisoire effectué en vertu du régime universel, qui est arrêté par les gouvernements provinciaux et l'organisme provincial. . .

M. Harvard: Je sais cela.

M. McKnight: Il dit qu'il sait cela. Dans ce cas, pourquoi continue-t-il de dire que nous ne faisons rien, alors que plus de 2 milliards de dollars seront accordés aux producteurs en vertu de ces programmes, qui ont été élaborés par les producteurs eux-mêmes, par les syndicats agricoles, par les gouvernements provinciaux et par le gouvernement du Canada?

* * *

LE TIMOR-ORIENTAL

M. Dan Heap (Trinity— Spadina): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question à la secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Comme la ministre le sait, le gouvernement du Canada s'est empressé d'approuver l'indépendance des pays baltes, de condamner l'invasion du Koweït par l'Irak et de participer à la guerre contre ce pays. Néanmoins, il a constamment appuyé la conquête illégale de Timor-

Oriental par l'Indonésie et son oppression brutale de ce territoire.

Je voudrais demander à la ministre si, malgré l'aide bilatérale considérable du Canada et les milliards de dollars investis par le secteur privé en Indonésie, le Canada entend appuyer les initiatives des Nations Unies pour libérer le Timor-Oriental de l'Indonésie?

L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le Canada estime que la souveraineté de l'Indonésie sur le Timor-Oriental est un fait et reconnaît qu'il n'y a jamais eu d'indépendance, d'autodétermination ou d'autonomie gouvernementale dans ce territoire.

Nous n'approuvons pas la manière utilisée pour en arriver à l'annexion, et nous déplorons les pertes de vie que cela a entraînées. Nous appuyons fortement le dialogue direct entre le Portugal et l'Indonésie car il s'agit, à notre avis, du meilleur moyen d'en arriver à une entente dans cette situation des plus regrettables.

* * *

L'AFRIQUE DU SUD

M. John Brewin (Victoria): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il semblerait que le ministère des Affaires extérieures et le monde des affaires pressent le premier ministre de se rendre en Afrique du Sud à l'automne, malgré le fait que la majorité sud-africaine se voit encore nier ses droits démocratiques pour des raisons de couleur de la peau.

Le premier ministre a-t-il reçu un message de Nelson Mandela lui demandant de ne pas y aller? Le premier ministre a-t-il décidé de se rendre à cette demande et de retarder sa visite en Afrique du Sud, tant que le fléau de l'apartheid ne sera pas réellement éliminé dans ce pays?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue est dans l'erreur. Je n'ai été l'objet d'absolument aucune pression, et surtout pas de la part des membres d'un groupe quelconque, quant à un éventuel voyage en Afrique du Sud ou ailleurs.

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures revient d'un voyage à New Delhi où elle a présidé, tel que convenu, la Conférence des ministres des affaires étrangères du Commonwealth portant sur les sanctions. Avant la conférence de Harare, le Canada avait endossé la présidence pendant quelques années, sur le même sujet. La recommandation que m'a faite la secrétaire d'État aux Affaires extérieures à son arrivée voulait que, dans les